

vivant. Il ne s'agit donc pas dans ces histoires d'élevage d'une violence anecdotique mais d'une violence qui touche autant les humains que les non-humains : l'animal a perdu toute qualité qui pourrait faire de lui un partenaire de relation; l'humain ne peut plus s'engager, s'accomplir du fait de l'impossibilité de cette relation.

Nous avons le choix entre un monde peuplé d'animaux morts-vivants et d'humains désaffectés et un monde d'êtres capables de s'attacher et de s'intéresser.

En rompant avec les animaux d'élevage, c'est avec nous-mêmes, dans ce que nous avons peut-être de meilleur, que nous allons rompre.

Bruno Rebelle

L'interposition non-violente de Greenpeace

La violence comme passage à l'acte semble souvent relever de la démesure. Greenpeace insiste au contraire sur le calcul de « l'action suffisante » pour interpeller en s'interposant de façon méthodique. C'est un trait permanent de la non-violence que de porter une attention extrême à la qualification des moyens que l'on met en œuvre pour atteindre ses buts.

Cosmopolitiques : Quelle fut la démarche initiale de Greenpeace, comment votre organisation a-t-elle défini la spécificité de son intervention dans le champ politique ?

Bruno Rebelle : Greenpeace est née d'une démarche initiale de confrontation non violente. Dans Greenpeace, il y a « peace » ! Le début de l'histoire de notre organisation est marqué par l'opposition aux armes de destruction massive. Cet investissement avait un peu diminué depuis le traité d'interdiction des essais nucléaires, mais notre action dans ce domaine se renforce aujourd'hui en opposition au projet américain de bouclier anti-missiles. En 1971, les considérations pacifiques et écologiques se sont combinées, quand les États-Unis décidèrent de faire exploser une bombe atomique dans la baie d'Amtchika en Alaska. Ce test constituait un double danger : prolifération de l'arme nucléaire et pollution majeure du fait de la dissémination de particules radioactives. L'idée des fondateurs

de Greenpeace à ce moment n'était pas simplement de dénoncer. Ils voulaient agir. C'est une idée à la fois assez simple et un peu folle : nous mettrons notre corps en jeu. Les premiers militants de Greenpeace informent ainsi les décideurs américains : « Nous sommes sur le site des essais et maintenant c'est à vous de choisir d'appuyer sur le bouton ou de refuser de la faire. » Il est important de rappeler ce fait fondateur. Une forme d'action très particulière naît ainsi, fondée sur l'interposition physique directe qui est, par nature et par souci d'efficacité, obligatoirement non-violente. On ne peut pas user de la violence pour s'opposer à quelque chose dont on dénonce la violence. Greenpeace va assez loin dans cette démarche en s'interdisant la dégradation de biens matériels. Cette contrainte imposée n'est pas dissociable de la forme de l'engagement physique des militants. L'action Greenpeace est radicale au sens où ce ne sont pas simplement des gens qui mettent une banderole pour protester sur le site d'un essai nucléaire. Nous allons plus loin, l'activiste s'enchaîne aux rails pour empêcher le train de passer : soit le conducteur du train décide de passer et coupe l'activiste en deux, soit le train s'arrête et il faut l'intervention d'un tiers, en règle générale celle des forces de l'ordre, pour enlever l'activiste et permettre au train de passer. Nous opérons ainsi une dramatisation (au sens de la dramaturgie de la Grèce antique), une mise en scène d'une réalité qui n'est pas visible autrement. Une telle confrontation permet de dire : « Voilà le fait que nous dénonçons, voilà le responsable de ce fait et voilà qui sont ses alliés. » Quand les forces de l'ordre interviennent pour déloger l'activiste, c'est une façon de montrer que l'État se met du côté du crime environnemental que nous dénonçons. Cela nous permet ensuite de continuer le travail sur le terrain politique. Nous pouvons alors dire aux décideurs : « Vous ne pouvez ignorer ce problème puisque vous avez envoyé les forces de l'ordre. Puisque vous ne l'ignorez pas, vous devez vous positionner, pour ou contre. »

Cosmopolitiques : Ce type de montage met en scène un problème et vise à provoquer une crise, il provoque là où la situation pouvait être stabilisée, enlisée, ignorée. Mais c'est quand même une attaque et elle touche nécessairement certains plus que d'autres ?

Bruno Rebelle : Le travail de Greenpeace consiste à conduire des campagnes, c'est-à-dire à construire un rapport de forces permettant d'obtenir un changement des pratiques industrielles, des règles nationales ou internationales, voire un changement des comportements individuels. Cependant, nous interpellons moins les individus en tant que tels sur leur propre comportement que des acteurs industriels, des gouvernants, des institutions inter-gouvernementales.

Créer le rapport de force, ce n'est pas simplement conduire une action de confrontation. La confrontation ne fonctionne qu'à partir du moment où il y a un avant et un après. Nous mettons en évidence un problème, avec des documents et des preuves à l'appui. Nous désignons les « coupables », nous faisons passer cette information aux différents acteurs, le gouvernement ou les industriels. Avant d'interpeller un industriel par une action de confrontation, il a reçu plusieurs dossiers, des demandes d'entrevues. Comme par hasard, c'est le jour où nous tentons de bloquer l'entrée de l'assemblée générale des actionnaires du groupe Alstom par exemple, que le directeur accepte enfin de nous recevoir !

Tous secteurs industriels confondus, le déroulement est presque toujours le même. Nous les interpellons sur certaines de leurs pratiques, ils font la sourde oreille. De temps en temps, les moins obtus nous reçoivent et nous déroulent un discours langue de bois en disant qu'ils font plein de choses. Nous continuons à leur dire que nous n'y croyons pas et que nous voulons un engagement plus concret. Ils font toujours la sourde oreille et puis un jour nous montons au créneau et à ce moment là, ils se disent qu'il faut effectivement bouger. À partir de cet instant, il n'est pas rare que nous entrons alors dans une interaction plus productive. Nous pouvons les relancer à chaque fois que nous pensons que le processus de changement ne va pas assez vite ou ne va pas assez loin.

L'action de confrontation ne fait donc que contribuer à la construction du rapport de force qui oblige l'acteur à se découvrir, à admettre le problème puis à agir. Un des exemples les plus frappants, c'est l'usine de la Hague. Les gens ne connaissaient pas forcément son existence, aujourd'hui ils la connaissent. Personne ne savait que cette usine rejetait en mer des effluents radioactifs depuis trente ans. Cela n'intéresse personne. Quand nous envoyons une équipe de plongeurs avec une caméra, que nous montrons le tuyau, l'image fait l'ouverture du journal de 20 heures et d'un seul coup cette pollution devient une histoire importante. Par cette image on voit quelque chose qui était jusque là invisible, ce tuyau qui par trente mètres de fond recrache chaque année deux cent soixante millions de litres d'effluents radioactifs dans la Manche ». Le public comprend alors que cette industrie nucléaire pollue.

La violence est-elle du côté des non violents ?

Cosmopolitiques : Pour que votre action puisse fonctionner, il faut donc que vous mettiez en évidence la violence de l'agression environnementale, notamment vous mettez la charge de la faute sur son responsable en pariant sur le choc des images.

Bruno Rebelle : Un tuyau qui crache sa pollution par trente mètres de fond est une image forte. Par elle nous avons réussi à montrer et à démontrer. D'autres situations sont moins faciles à révéler. Comment rendre visible le fait que 80 % des crédits de la COFACE, l'Agence française de crédit export, vont à des projets dramatiques en matière de politique énergétique au plan mondial ? En fonction de l'objet, nous allons devoir trouver une forme de mise en évidence nouvelle. La confrontation doit montrer la violence de la dégradation qui est imposée ou la violence du mensonge. L'idéal, c'est qu'elle arrive aussi à obliger les acteurs à se positionner. Dernièrement, nous avons bloqué, dans le port de Sète, un bateau de bois qui arrivait du Libéria, avec la preuve évidente que l'exploitant qui importe son bois du Libéria est impliqué dans des trafics d'armes (preuve à l'appui d'un rapport du Conseil de sécurité des Nations Unies). Non seulement nous mettons le doigt sur ce fait là et parce que nous avons bien travaillé le dossier avant, nous arrivons à faire passer une information dans les médias sur le caractère délictueux de cette importation de bois du Libéria. Mais en plus nous voulons obtenir que le gouvernement revienne sur sa décision de fermer les yeux sur ce trafic. Après trois jours de blocage, le gouvernement décide d'envoyer les forces de l'ordre parce qu'il refuse la négociation. Nous demandons un embargo sur le bois du Libéria. Or, le Gouvernement ne veut pas lâcher sur ce point. Les forces de l'ordre lancent des grenades lacrymogènes sur les bateaux de Greenpeace. Là, l'image devient violente. Mais, la violence est celle des forces de l'ordre. Par la confrontation nous poussons les acteurs dans leurs retranchements, soit en les obligeant à se prononcer sur une décision à venir ou à prendre une décision tout de suite, soit en les obligeant à annoncer qu'ils décident d'ignorer notre demande.

Cosmopolitiques : Dans les interventions d'interposition, par exemple quand on est sur les rails, sur le bateau, est-ce que cette mise en danger respecte des critères, une graduation dans la dramatisation ?

Bruno Rebelle : On peut repérer trois étapes ;

1- Montrer un problème : c'est une première alerte, on interpelle. Par exemple : on manifeste à l'entrée de l'assemblée générale des actionnaires de Total. Nous ne visons pas forcément les médias. L'objectif, c'est surtout d'interpeller les actionnaires qui viennent là, sans penser que l'entreprise possède le visage que nous leur montrons. Nous nous imposons et en nous imposant, nous dramatisons au sens propre du terme le rapport de force. Quand quelqu'un cherche à donner un document et que trois gardes du corps lui tombent sur le dos pour l'en empêcher,

cela ne donne que plus d'importance au document ! Dans ce cas l'engagement physique n'est pas très fort.

2- L'interposition. Cela peut consister à bloquer l'entrée d'une usine, de bloquer une réunion, pour provoquer un peu plus. Il faut une organisation plus verrouillée, plus aboutie pour perturber vraiment la mécanique. Nous n'agissons pas directement sur la dégradation de l'environnement, c'est l'acte que nous dénonçons. Une réunion l'an dernier sur les OGM, à Bercy, avec des scientifiques, faisait intervenir en vidéo-conférence Patrick Moore, un ancien de Greenpeace, qui depuis de nombreuses années a complètement retourné sa veste. Aujourd'hui, il est payé par l'industrie pour critiquer les écologistes, sur les forêts, sur les OGM. Il devait intervenir sur le mode « Les OGM, c'est merveilleux pour sauver le monde de la faim. », argument que nous avons démonté à plusieurs reprises. Nous avons bloqué l'entrée de la salle de conférence et la conférence n'a pas pu se tenir. Nous n'empêchons rien de gravissime mais nous perturbons, nous obligeons les participants à se poser des questions. Dans un autre registre, nous contestons le parrainage par AREVA du Défi Français qui participe à la Coupe de l'America, nous perturbons le baptême du bateau. Claude Lelouch, qui était le parrain du bateau, repart en se disant « Je me suis fait piéger. » Cela fait partie des effets que nous recherchons. Peut-être réfléchira-t-il un peu plus la prochaine fois qu'on lui proposera de servir les intérêts d'une industrie polluante.

3- Limiter la dégradation que nous condamnons. Nous bloquons le déchargement dans un port français d'une cargaison de soja transgénique qui arrive des États-Unis. Il ne s'agit alors plus simplement de dénoncer un fait mais de faire cesser la pollution. En 1986-87 nous avons bloqué un tuyau qui rejetait des effluents toxiques en rivière de Seine. À plusieurs reprises, nous avons mis en demeure l'industriel de faire cesser ces rejets, nous avons mis en demeure l'État de faire respecter la loi et nous avons dit « Si vous ne voulez pas le faire, nous, nous allons le faire. » Et nous l'avons fait ! En obstruant le tuyau concerné. De la même façon, nous nous mettons régulièrement en travers des rails pour dire que nous ne voulons plus de ces convois nucléaires qui rentrent en France et qui apportent les déchets nucléaires des Allemands, des Néerlandais. Les déchets français sont déjà inacceptables, on en a déjà trop !

Cosmopolitiques : Lorsque vous agissez sur des acteurs, des actionnaires, vous pouvez vous comporter comme certains grévistes qui retiennent leur directeur et que l'on accuse de « prise d'otages ». Avez-vous été accusés sur ce mode, comment réagissez vous et comment fixez-vous la limite ?

Bruno Rebelle : Lors de cette conférence que nous avons empêchée, Patrick Moore s'est répandu en critiques, nous accusant de totalitarisme, critiquant ce qu'il qualifiait d'atteinte à la liberté d'expression. Patrick Moore à toute liberté pour faire passer son message. Nous interpellons ses auditeurs auxquels les industriels nous interdisent habituellement de parler. Pour nous, c'est aussi une façon d'interpeller les responsables d'une telle conférence sur le choix des intervenants.

Cosmopolitiques : Il existe une tendance, pas seulement dans les médias, à tout qualifier en termes de violence. L'interposition non-violente devient elle-même une violence, comment parvenez-vous à traiter cette qualification ?

Bruno Rebelle : Les médias nous accolent en permanence une terminologie guerrière : « Action de commando Greenpeace. Les commandos de Greenpeace ont sauté sur le bateau. Greenpeace en guerre contre X. » Je pense qu'il y a une incompréhension sur la nature profonde de l'interposition physique. Si vous voyez l'image d'un activiste qui est enchaîné aux grilles avec une chaîne autour du cou, c'est une image qui perturbe, cette perturbation évoque la brutalité des agressions que nous subissons en tant que citoyens tous les jours. C'est cette idée qui évoque la violence. Pourtant l'image de l'activiste qui s'engage devrait susciter le respect parce que cette personne met son intégrité physique en jeu ! La seule violence, elle se l'impose à elle-même pour dire « Je ne veux pas de la violence de votre activité industrielle donc je mets ma vie, mon corps, mon intégrité physique en jeu ». Tout cela se finit très souvent par l'intervention des forces de l'ordre. En général, cela se passe bien avec Greenpeace parce que les gendarmes ou les policiers savent très bien que nous ne sommes pas violents et qu'à aucun moment, nous ne serons agressifs à leur égard. On ne fait rien pour leur faciliter la tâche mais on ne se débat pas, on ne réagit pas violemment. Mais quatre CRS autour d'un activiste, c'est déjà une image violente. Dans les représentations collectives, le CRS est là pour faire régner l'ordre, le contraire de l'ordre, c'est le désordre et le désordre est souvent violent, Greenpeace se retrouve alors du côté des violents ! Quand notre Zodiac se met entre le harpon et la baleine, qui est le plus violent ? Le harpon qui est tiré ou l'activiste qui met son corps en jeu au risque de se faire arracher la tête par le harpon pour protéger la baleine ? La violence des dégradations qui sont imposées à l'environnement, la violence de certaines activités industrielles ont été banalisées. Aujourd'hui ce sont ceux qui s'opposent à ces agressions qui sont qualifiés d'acteurs violents par une sorte d'inversion des rôles.

Cosmopolitiques : On considère aussi que le débat démocratique ou la contestation possèdent leur sphère, leurs méthodes que l'on doit respecter, mais vos méthodes constituent en une forme de mise en cause des formes démocratiques classiques. Votre action dit clairement que les lieux de débat qui permettent de trancher les controverses ne suffisent pas ou ne fonctionnent pas de manière suffisamment performante.

Bruno Rebelle : Absolument ! C'est aussi une façon de dire : « Vous nous mentez, vous dites blanc, vous faites noir. » En tant que citoyens, nous sommes tous un peu endormis dans notre mode de relations avec notre entourage, avec les acteurs politiques ou les industriels. Finalement, en France, si on compare à l'Indonésie, à la Birmanie, au Cameroun, nous sommes quand même dans un État de droit. Nous croyons que les citoyens peuvent poser des questions et qu'on leur répondra. C'est une vue de l'esprit ! Notre interposition met en évidence ce décalage entre l'information officielle et ce qui se passe vraiment. C'est extrêmement perturbant pour le spectateur de se dire « Je me suis fait avoir jusqu'à maintenant ! ». L'effet est d'autant plus fort que les médias, notamment télévisuels, tendent à focaliser sur le moment de la « révélation » sans restituer l'ensemble du problème.

L'activiste et les médias : quelle dépendance, quelle liberté ?

Cosmopolitiques : Si les actions que vous menez ne sont pas relayées par les médias, ont-elles encore un impact ? L'activisme ne serait-il pas la forme d'action adaptée à la démocratie d'opinion comme la grève l'est pour le monde industriel ou la manifestation (et le nombre) pour le monde civique ?

Bruno Rebelle : Nous avons du mal à intégrer les contraintes de cette communication très centrée sur la confrontation. La forme de la confrontation prend souvent le dessus sur le fond, avec un risque de surenchère permanente. Par exemple, pour les transports nucléaires, il a par an plus d'une vingtaine de trains qui viennent de l'étranger. Si nous intervenons une fois, nous intéressons les journalistes, mais dès la troisième fois, pour les journalistes, il n'y a plus d'infos, c'est devenu une habitude. Il faudrait à chaque fois augmenter le nombre d'activistes enchaînés, augmenter la durée du blocage, etc. Les journalistes en viendraient presque à nous passer commande d'une action particulièrement spectaculaire pour servir l'audimat ! Nous sommes un peu prisonniers de ce mode d'action et du relais des médias dont nous avons pourtant besoin pour faire bouger les décideurs. Mais certaines actions de confrontation marchent aussi extrêmement bien en dehors de toute couverture médiatique. Sur la question des forêts, nous avons fait un

travail depuis un an, de documentation, de diffusion de rapports, d'interpellation des pouvoirs publics, de lobbying auprès des différents acteurs, en liaison avec la préparation de la Convention sur la bio-diversité. Nous avons démarré avec une conférence de presse à Marseille. Trois jours après, nous bloquions un cargo qui arrivait dans le port de Sète. Trois jours de blocage, une vraie histoire, présence des médias etc. Une semaine avant la Convention, nous récupérons une grume de bois africain que nous chargeons sur un camion et nous débarquons à Matignon, à cinquante mètres de l'entrée du bureau du Premier Ministre. Nous avons déchargé la grume, nous avons bloqué tout le quartier des Ministères pendant près de quatre heures, de 8 heures 30 à 14 heures. Cette action n'a fait que deux lignes dans la presse mais nous avons été reçus par le conseiller de Jospin sur cette question et nous avons décroché trois choses que nous voulions absolument :

1- Que la position du gouvernement français se durcisse avec un accord franco-allemand pour pousser vers une position européenne beaucoup plus ferme.

2- Que le gouvernement prenne un engagement afin que les achats de bois tropicaux prennent en compte les contraintes environnementales.

3- Que soit constitué un groupe de travail entre industriels, scientifiques, État et ONG sur l'avenir de l'exploitation du bois tropical notamment par les industriels français et sur la coopération franco-africaine en particulier.

Ce groupe s'est réuni deux jours après. Nous avons agi au cœur du pouvoir, en plus, dans une période pré-électorale, ce qui nous a aidés. Ce que l'on savait pas, c'est qu'il y avait au moment de notre action une réunion à Matignon avec des conseillers de l'Élysée. Or, deux activistes grimés avec un masque de Jospin et de Chirac faisaient mine de scier la grume. Deux conseillers de Chirac et trois conseillers de Jospin sont passés. Le lendemain, Chirac déclare en Conseil des Ministres avoir été interpellé par Greenpeace et demande que quelque chose soit fait pour les forêts ! S'il n'y avait pas eu cette confrontation, nous n'aurions jamais obtenu ça et pourtant il n'y a rien eu dans la presse, peut-être une photo dans «Métro».

Activisme non-violent et mouvements de masse

Cosmopolitiques: Dans le cas des convois nucléaires en Allemagne, la confrontation a été vraiment très longue, avec des milliers de personnes mobilisées. Mais ce n'est plus une action de Greenpeace, même si ce sont ses méthodes. Est-ce qu'en fait, vous craignez ces mouvements de masse, lorsque vous ne pouvez plus maîtriser l'action?

Bruno Rebelle: C'est vrai que les militants se sont mobilisés très fortement sur les retours vers l'Allemagne de déchets venant de l'usine de Cogéma en France, mais Greenpeace a une ligne de conduite très claire: «les pays producteurs de déchets doivent gérer leurs poubelles, pour les déchets nucléaires comme pour tout autre type de résidus.» Il est donc hors de question que nous bloquions le retour de ces déchets du retraitement des combustibles nucléaires allemands qui doivent retourner en Allemagne. Pendant longtemps, les antinucléaires en Allemagne ont organisé le blocage de ces convois prétextant qu'ils n'étaient pas prêts sur le plan politique à faire comprendre à leur public qu'ils devaient accepter ces déchets. C'était une erreur d'ignorer cette difficulté trop longtemps et il était beaucoup plus facile de dénoncer l'usine Cogéma de La Hague, en oubliant de dire que cette usine était en grande partie alimentée par les déchets allemands! Nous aurions aimé que les militants antinucléaires allemands soient aussi énergiques pour bloquer les convois au départ des centrales allemandes allant vers l'usine de La Hague, plutôt qu'en bloquant l'arrivée des déchets ultimes retournant dans leur pays. Face à cette complexité du problème, Greenpeace Allemagne s'est trouvé un peu débordé par les mouvements antinucléaires locaux qui disaient: «Peu nous importe de savoir d'où ça vient, on ne veut pas de ces déchets chez nous». Il y a eu des débordements à la fois en termes de messages et en termes de modes d'actions, avec des groupes extrêmement déterminés. Depuis Seattle, dans tous ces mouvements de masse, il y a forcément des groupes beaucoup plus radicaux et parfois violents et nous avons quelques difficultés à contrôler la tonalité du mouvement. Ces manifestations de masse posent un vrai problème de positionnement pour Greenpeace.

Je prends un autre exemple, sur la question des transports. Greenpeace France n'a pas de campagne sur le transport en tant que tel, mais nous avons réagi après l'accident du Mont Blanc, nous avons donné un coup de mains aux associations locales qui voulaient interdire le retour des camions sous le tunnel du Mont Blanc. Nous avons cherché à élargir le problème. Chaque année, en automne, il y a une journée d'action sur les transports en Europe. En 2001, nous avons décidé de la faire en Maurienne. Les mauriennais ne devaient pas se laisser endormir en pensant que dès que le tunnel du Mont Blanc serait rouvert, ils auraient moitié moins de trafic. Nous avons donc monté une manifestation de protestation avec un panel d'associations et une équipe chargée du blocage de l'autoroute, dans nos règles. La manifestation se déroulait sur la route, elle était assez gentille et d'un seul coup, les gens ont vu

sortir, de nulle part, une haie d'activistes de Greenpeace sur l'autoroute complètement délogée avec des grandes banderoles. À ce moment là, tous les gens qui étaient sur la route, ont décidé de passer sur l'autoroute, ce qui était prévu. Mais il y a une façon de se trouver en face d'un CRS et de dire « C'est bon vous avez perdu ! ». Un des manifestants a probablement fait un peu de provocation et s'est fait taper dessus. Je me suis retrouvé entre un groupe de militants de Sud-rail passablement échauffés et un groupe de CRS passablement nerveux; ils avaient plaqué au sol le gars qu'ils avaient attrapé; il fallait calmer tout le monde avec huit cents personnes qui poussaient derrière. Finalement, la tension s'est apaisée. Mais pour nous ce type de participations multiples est difficile à gérer. Nous avons une mécanique, une pratique opératoire, un coordinateur action, qui organise la confrontation. S'il prend le risque de bloquer l'autoroute, cela doit se faire sans que deux pare-chocs se touchent, sans qu'il y ait de problème. Greenpeace possède un vrai savoir-faire en terme de confrontation, de formation des gens à la pratique de la non-violence. Il faut savoir réagir face à des forces de l'ordre qui font les gros bras, cela s'apprend. Nous formons nos militants, ce ne sont pas comme la rumeur médiatique voudrait le faire croire, des commandos cachés en Allemagne ou ailleurs. Nous sommes responsables. Pour que cet engagement soit pleinement efficace et pleinement authentique, il faut qu'il se fasse dans des conditions de sécurité cadrées. Cela n'empêche pas que quand un de nos gars est pendu au bout de sa corde et que le flic décide de couper la corde, le gars tombe... l'engagement physique dans la confrontation est bien réel.

Cosmopolitiques : La formation doit être technique et opérationnelle, mais aussi porter sur la relation avec la police, de façon très fine, avec un engagement personnel, pour pouvoir gérer ces moments de tension ?

Bruno Rebelle : Contrairement à ce que l'on peut croire, la formation n'est pas basée sur la technique ou sur le physique. La formation porte beaucoup plus sur la psychologie de la non-violence, sur l'attitude non-violente : comment ne pas répondre à la provocation, comment laisser passer tout ce qui agresse quand on dénonce quelque chose ? L'agression peut venir autant des syndicalistes d'une usine que nous bloquons, que des autorités ou des forces de l'ordre. Cette formation sert aussi à connaître les gens, à connaître leurs limites. Toute personne qui se présente pour devenir activiste n'est pas admise, on réfléchit. Il y a une sélection qui n'est faite ni sur dossier, ni sur tests psychologiques, mais sur la pratique, sur l'observation du comportement. Le fait de passer un week-end avec trente personnes, de réagir ensemble, regarder une

vidéo sur des actions qui se passent plus ou moins bien, faire des jeux de rôles, monter un scénario et le mettre en œuvre avec les pseudo-gendarmes et les pseudoactivistes, nous permet de voir ceux qui ont une réaction saine, sereine, calme et posée, réellement non-violente, et ceux qui sont fragiles, hyper-réactifs. On ne peut pas se permettre le raté. Quand il y a un incident comme l'égratignure sur le Défi Areva, nous nous faisons agresser et l'agression médiatique est dure. Nous n'avons pas droit à l'erreur. Le moindre faux pas nous est reproché et nous sera reproché longtemps, ce qui est, d'une certaine façon, logique. Nous ne pouvons pas exiger des entreprises que nous dénonçons qu'elles fassent exactement ce qu'elles disent et disent ce qu'elles font si nous-mêmes, nous nous mettons en faute en allant au-delà de ce que nous disons et ce que nous faisons.

Cosmopolitiques : Vous devez rencontrer des personnes réactives ou hyper-réactives mais aussi des excès dans le sacrifice, dans la mise en danger passive sans limite, presque une version pacifiste des kamikazes ?

Bruno Rebelle : Qui n'a pas de limites ? Dans l'organisation Greenpeace, l'individu est associé à un groupe, il participe à une démarche. Il est piloté par quelqu'un, dans le cadre d'un scénario qui a été pensé, travaillé et balisé pour éviter le héros fou furieux. Il y a des gens que l'on écarte dès le premier contact. Dans notre pratique l'activiste non violent ne peut pas devenir kamikaze puisque justement l'acte kamikaze consiste à se détruire en détruisant, à se faire violence en faisant violence. Notre pratique de la non-violence-active se traduit en fait souvent par une longue attente « passive » après la phase active de mise en place. Nous expliquons ce que nous voulons et nous attendons de l'avoir obtenu. À partir de là, les jeux sont faits, le train s'arrête ou ne s'arrête pas. Le scénario est fait de telle façon que si le train ne s'arrête pas, cela ne peut pas être un accident. Nous écartons des scénarios qui laisseraient une marge de manœuvre à l'accident ou à l'acte délibéré qui pourrait passer pour un accident.

S'il y a dégradations involontaires, c'est un échec, nous sommes sortis des principes. En règle générale, nous ne sommes pas très inquiets. Quand je vois un commando de marine du port de Cherbourg qui nous tourne autour, je ne suis pas inquiet, on se connaît ! À Honfleur, le bateau a dû repartir sans décharger sa cargaison, sinon, avec la marée, il allait s'échouer. Il y avait encore deux activistes dans la mâture. Trois gars du GIPN sont restés pour les décrocher et les ont mis dans le Zodiac qui étaient à côté pour les accompagner. Ils en avaient un peu marre et commençaient à être un peu nerveux parce que les activistes de

Greenpeace n'étaient pas très coopératifs pour se faire déloger. Quand le gars ne fait rien, et que vous ne voulez pas qu'il s'écrase par terre, il faut prendre un certain nombre de précautions pour le ramener au sol.

Cosmopolitiques: Mais cette tension peut monter tellement, que vous vous mettez vous-mêmes un peu plus en danger. Comment jugez-vous la limite à ne pas dépasser?

Bruno Rebelle: Étant bien préparés à la confrontation nous sentons aussi le moment où nous ne pourrions rien obtenir de plus en maintenant nos positions de blocage. Il faut que nous soyons inventifs aussi, parce que les forces de l'ordre commencent à mettre en place des techniques plus élaborées pour nous déloger. Sur un blocage de train, nous avons un système de manchon qui rend impossible le décrochage sans la volonté de l'activiste. Ils ont compris le système et maintenant, les CRS lui font une clé à la jambe au point de lui casser le genou. Ils placent les CRS tout autour pour que les médias ne puisse plus rien voir!

S'il y a violence à notre égard, c'est qu'on a mal calculé, on a mal monté le scénario mais cela veut dire aussi que l'on a créé une vraie tension. Dans tous les cas, ce n'est pas l'activiste qui décide que l'on continue ou pas, c'est le chargé de mission qui, en fonction de ses objectifs de campagne, de confrontation, décide de continuer ou pas. C'est aussi le coordinateur de l'action qui est, lui, directement responsable de la sécurité des activistes et qui peut décider de faire cesser la confrontation parce qu'il considère que le niveau de tension devient trop dangereux.

Cette forme d'activisme est-elle transposable dans des pays non démocratiques?

Cosmopolitiques: Cela suppose quand même une bonne dose de confiance sur la capacité de tous les participants à contenir leur violence dans un cadre de confrontation plutôt démocratique. Il existe des pays où l'absence de médias indépendants et de démocratie rend ce mode d'action quasiment impossible, sans doute?

Bruno Rebelle: C'est un point fondamental. Dès qu'une action est en place, un organisateur, repère le premier képi qui passe et annonce aussitôt: «Je suis votre interlocuteur, ne vous inquiétez pas, cela va bien se passer, il n'y aura pas de violence, pas de dégradation, je me mets en relation avec les responsables, nous allons vous expliquer ce que nous voulons.» Tout de suite, cela calme le jeu. Ceci est possible en France, dans toute l'Europe, à peu près. Mais quand vous allez au fin fond du Brésil et que vous faites saisir une cargaison de quarante mille dollars d'acajou, je ne vous explique pas la différence! Notre équipe à Manaus

a reçu des menaces de mort et nous devons avoir recours dans certaines circonstances à des gardes du corps... Au Liban, nous avons eu un accident qui aurait pu être très grave. Les forces de l'ordre ont frappé nos militants à coups de crosse. En Norvège, lors d'une confrontation en mer avec des chasseurs de baleines, la vedette des gardes-côtes a carrément foncé sur un Zodiac, un des activistes est resté six mois à l'hôpital, il a failli rester paraplégique, ce n'est pas anodin. Il y a eu des accidents. Nous sommes par nature un groupe radical, qui dit: «Voilà ce que l'on ne veut pas». Mais certains contextes politiques peuvent rendre impossible la mise en œuvre de la confrontation.

Cosmopolitiques: Les méthodes que vous appliquez dans les démocraties, avec des activistes professionnels, peuvent-elles être transposées dans d'autres contextes politiques?

Bruno Rebelle: Au Japon, les premières confrontations n'ont pas été comprises du tout. Les activistes ont été mis en prison pour huit jours à titre préventif avant même que le chef d'accusation leur soit notifié, tout cela pour avoir pendu une banderole sur le toit d'un hall d'expo! Nous sommes de plus en plus présents en Asie: Inde, Thaïlande, Philippines, Chine. En Chine, il y a eu une manifestation de Greenpeace, au moment des essais nucléaires chinois, à peu près au même moment où l'on manifestait contre les essais nucléaires français. Sur la place Tien An Men la confrontation a duré à peine quelques minutes! Mais la photo a été faite. Aujourd'hui, nous avons un bureau à Pékin, il n'est pas encore légal mais il n'est déjà plus illégal. Nous cherchons à adapter le concept de confrontation aux différents terrains hors de l'Europe Occidentale et de l'Amérique du Nord. Nos collègues argentins, par exemple, arrivent à faire des actions qui ne sont pas des actions de confrontation au sens direct mais qui sont de vraies actions d'interpellation, sur le mode ludique, avec des images fortes qui ne coûtent pas forcément très cher. Un matin, ils ont installé soixante-dix lits d'hôpitaux sur une grande place de Buenos Aires, avec une personne dans chaque lit portant un masque et une immense affiche de cinq mètres sur dix annonçant «La Dioxine provoque le cancer». C'est une vraie interpellation du public et des autorités sur un mode non conventionnel, pacifiste et qui renvoie moins une image de violence. C'est à nous d'être inventifs!

Cosmopolitiques: Lorsque vous défendez des baleines, par exemple, vous prenez en charge des êtres qui eux ne se défendraient pas autrement. Mais on peut comprendre que les gens concernés, les mauriennais par exemple, soient énervés. Les militants d'Act Up sont aussi personnellement

■ Greenpeace : repères historiques
 1971 La fondation... contre la bombe américaine. Un groupe de militants nord-américain pacifistes et écologistes veulent s'interposer, en se plaçant au centre de la zone d'essai, pour empêcher l'explosion de la bombe dans la baie d'Amchitka en Alaska.
 Dès 1972 les États Unis cessent les essais nucléaires atmosphériques.
 Greenpeace est né !
 1972 Première campagne contre les essais nucléaires français. Après de nombreuses intimidations, la marine Française éperonne le Vêga, l'obligeant à accoster à Moruroa. Le bateau est fortement endommagé.
 1975 Sauvons les baleines.
 1982 La Commission Baleinière Internationale adopte un moratoire sur la chasse.
 1977 Les premiers bureaux européens de Greenpeace sont ouverts à Paris et Londres.
 1985 Le 10 juillet 1985 en Nouvelle-Zélande, les services secrets français coulent le Rainbow Warrior. Tandis que, dans le monde entier, la solidarité de l'opinion publique est immense, en France, une incroyable campagne de désinformation est orchestrée par les services secrets. La situation devient insoutenable et Greenpeace France est contrainte, deux ans plus tard, de fermer son bureau. ■■■

concernés, c'est un enjeu vital pour eux-mêmes. L'image de leurs interventions en public peut être plus agressive mais plus admise venant d'eux. Finalement, n'y a-t-il pas plus de risque de violence dès que les personnes concernées interviennent directement? Est-ce que vous n'êtes pas conduits à privilégier votre rôle de délégués, d'activistes spécialisés, qui suppose que les autres (les masses, les foules, les révoltés) s'abstiennent d'agir? Un peu comme pour tout porte-parole qui ne peut la porter à la place des membres qu'à la condition qu'ils se taisent!
 Bruno Rebelle : Aujourd'hui, nous faisons aussi intervenir des personnes qui sont directement concernées par le problème. Par exemple, quelqu'un qui a été défiguré par le cancer dû à la proximité d'une usine chimique. Cette image est brutale. C'est vrai. Mais la violence, c'est bien cette victime qui l'a subie. Agir ainsi est une façon de ramener la réalité dans un lieu où l'on cherche à l'éviter. Autre exemple, nous avons fait venir des témoins à Doha pour la réunion de l'OMC: un indien, un américain, un africain, une libanaise. L'Africain, c'est un député tchadien qui était candidat à la Présidence, a été élu, puis jeté immédiatement dans les prisons du Tchad. Il a été torturé! Quand vous le mettez en face d'une délégation parlementaire française qui découvre le Tchad et qu'il sort deux photos de ses plaies après tortures, en expliquant que le pétrole tchadien fait couler du sang, c'est au moins aussi efficace que n'importe quelle opération de blocage. Ce n'est pas la même cible non plus. Quand ce député tchadien se plante devant Pascal Lamy, commissaire européen, et lui dit: «Je ne comprends pas, la Banque Mondiale a mis des conditionnalités et a bloqué les prêts au Tchad mais l'Union Européenne, elle, vient de débloquent sa part de prêts, est-ce que vous pouvez m'expliquer?» Pascal Lamy tousse, se tait... il ne peut pas faire autrement!

Cosmopolitiques : Votre principe de non-violence porte aussi sur les biens matériels, vous refusez toute destruction. Mais, lors des mobilisations qu'organisait Gandhi, on brûlait des tissus, actuellement contre les OGM, certains détruisent des champs de maïs, qu'est ce qui justifie votre rigueur sur ce point?

Bruno Rebelle : Notre règle consiste à refuser toute dégradation des biens matériels. Quand nous voulons rentrer sur le site d'une usine, nous ne coupons pas le grillage. Nous préférons passer par dessus la porte avec une échelle ou trouver un stratagème pour entrer sans être repérés. Pour occuper la raffinerie ESSO du Havre avec soixante-dix personnes, nous sommes rentrés par la porte ! Casser la petite vitre d'un bouton d'urgence pour faire ouvrir la porte, c'est une limite à laquelle nous réfléchissons longtemps pour voir s'il n'y a pas une alternative plus satisfaisante. Il y a aussi le concept de démontage opposé à celui de dégradation. Quand nous déboulonnons un rail, nous allons plus loin que l'interposition. C'est une dégradation au sens de la loi. Toute la question est d'arriver à avoir une légitimité plus forte que la transgression dont nous nous rendons responsables. Si nous entrons sur le terrain de la délinquance, nous amoindrissions la portée du message. Le seul fait de rentrer sur un site industriel nous met en infraction par rapport à la protection de la propriété privée. Quand nous déboulonnons un rail, nous le posons à côté avec les boulons : oui, il y a dégradation mais nous n'avons rien cassé...

Cosmopolitiques : En fin de compte, vous calculez en permanence l'investissement, vous soignez la procédure en détail. Vous ne vous focalisez plus sur le but mais autant sur les moyens mis en œuvre.

Bruno Rebelle : La dénonciation du fond du problème est toujours ce qui prime. Mais il est évident que la forme de la dénonciation influence considérablement l'analyse que les observateurs extérieurs font du message que nous voulons faire passer. Quand l'Erika a coulé et que le pétrole est arrivé sur les plages du Croisic, le 26 décembre, nous étions le lendemain matin à la tour TOTAL FINA à la Défense et nous avons versé devant l'entrée des bureaux de la compagnie pétrolière trois fûts

■■■ 1989 Réouverture de Greenpeace France.
 1995 Suite à une action spectaculaire de Greenpeace, qui entraîne le soutien du public dans de nombreux pays, Shell annule sa décision de couler sa plate-forme pétrolière Brent Spar, en Mer du Nord.
 1996 Le Traité d'interdiction définitive des essais nucléaires est reconnu par les Nations Unies.

■ Greenpeace France 55 000 adhérents fin 2001. Association à but non-lucratif (loi 1901). 30 salariés. Budget : environ 22 Millions de Francs en 2001. Informations recueillies sur <http://www.greenpeace.fr>

de mazout ramassés sur la plage. Certains observateurs ont critiqué cette forme d'action nous accusant d'être à notre tour des pollueurs. Six mois après, nous avons refait le même type d'opération avec une tonne de sol pollué venu de Sibérie, parce qu'en Sibérie TOTAL exploite un champ de pétrole où il y a deux Erika qui partent chaque jour dans la nature. Nous avons déposé trente centimètres de sol pollué sur une bâche formant un tapis jusqu'à l'entrée du site. Ensuite, ils pouvaient prendre leur bâche et aller traiter leur boue ailleurs. Nous devons nous mettre systématiquement en position de ne pas pouvoir être attaqués. Contre les OGM, en 1998, nous avons fait une récolte préventive. Nous avons repéré un agriculteur qui avait du maïs transgénique. On a discuté avec lui avant et nous lui avons fait une proposition: « Nous allons récolter votre maïs, nous prenons une part de votre récolte, donc nous vous indemnisons. », ce qui évite les images des agriculteurs furieux après les militants que l'on montre ensuite en boucle à la télévision et qui occultent le problème. Si vous mettez sous cloche un essai de culture transgénique, vous n'arrachez rien mais vous empêchez la pollinisation de contaminer l'environnement. Nous gagnons sur l'image. Tout cela demande un calcul sérieux. L'interpellation doit être suffisamment fine pour être visible et reçue par tout le monde. Quand il s'agit de bloquer le tuyau d'une usine chimique qui crache des déchets dans la mer, ce n'est pas très compliqué. Le méchant est facilement identifié! Mais dans d'autres cas de figure, c'est beaucoup plus compliqué. Nous avons développé un savoir-faire pour conduire ces confrontations, la façon de faire est très importante. De la réussite de la confrontation dépend directement le changement que nous pouvons obtenir et c'est bien ce changement qui nous importe.

Entretien réalisé par Dominique Boullier

Jacques Sémelin

La force de la non-violence

Jacques Sémelin rappelle que si la violence est « l'abus de la force », l'action non-violente est l'usage d'une force « libre de violence ». Toujours menacée par les débordements, l'action non-violente reste cependant le moyen le plus efficace, en démocratie, pour transformer la violence en conflits pouvant être réglés politiquement ou par des médiations.

Cosmopolitiques: Les questions de violence, de non-violence, de nature et de naturalisation sont partout présentes dans les articles de ce numéro, tout comme les formes d'action possibles face aux violences « invisibilisées » par les mensonges ou la routine ou bien, à l'inverse, rendues trop visibles par la stigmatisation dramatisée de certaines conduites. Sans doute faut-il préciser quelques définitions?

Jacques Sémelin: Le rapport entre nature et violence est étroit puisque la conception classique de la violence en philosophie politique renvoie notamment à « l'état de nature », c'est presque un synonyme de « vie ». La racine latine « vis » exprime bien cette idée d'une « force en action ». En découle sans doute la propension à « naturaliser » la violence, à la renvoyer à un « état de nature » pré-politique relatif à la condition humaine voire animale, comme on le trouve chez Hobbes ou Nietzsche. Mais on peut penser aussi, avec Machiavel ou Raymond Aron, que la violence construit le politique, qu'elle en est l'affirmation intrinsèque, que c'est par la violence et la guerre que se fabriquent le pouvoir et l'État. Une autre approche classique de la violence, mais différente des précédentes, renvoie à l'idée d'injustice, en reliant la violence aux structures sociales, économiques, institutionnelles, autrement dit à la violence des systèmes. Une autre idée de la violence est encore de la